



## Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920  
Ottawa, Ontario K1P 6M8

## Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920  
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

15 octobre 2015

France Latreille  
Directrice  
Union des consommateurs  
6226, rue Saint-Hubert  
Montréal (Québec) H2S 2M2

Chère M<sup>me</sup> Latreille,

Veillez trouver ci-joint la réponse formelle du Parti libéral du Canada à votre questionnaire.

Pour en apprendre davantage au sujet de la vision que le Parti libéral a pour le Canada, prenez un moment pour consulter nos politiques en ligne à [ChangeRassemble.ca](http://ChangeRassemble.ca). Ce site présente des détails sur les politiques, les objectifs et les priorités d'un gouvernement libéral.

Au nom de notre chef, Justin Trudeau, et de son équipe toute entière, je tiens à vous remercier de nous avoir fait part des inquiétudes de vos membres.

Nous sommes reconnaissants de l'intérêt que vous portez aux politiques du Parti libéral du Canada, parce qu'elles concernent les questions qui vous touchent.

Bien cordialement,

Anna Gainey, Présidente  
Parti libéral du Canada



**Liberal Party of Canada**

350 Albert, Suite 920  
Ottawa, Ontario K1P 6M8

**Parti Libéral du Canada**

350 rue Albert, Suite 920  
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

## Union des consommateurs

1. *Comment votre parti compte-t-il assurer le paiement par tous de leur juste part d'impôt en vue de collecter les montants suffisants pour garantir le maintien et la bonification des programmes sociaux?*

Il serait possible de commencer par déterminer le plafond pour le montant maximal pouvant être réclamé en vertu de la déduction pour option d'achat d'actions. Le ministère des Finances estime que 8 000 Canadiens au revenu très élevé déduisent en moyenne 400 000 \$ de leur revenu imposable par le biais d'options sur actions. Cela représente trois quarts de l'incidence fiscale de cette déduction, qui, au total, a coûté 750 millions de dollars en 2014. Les options d'achat d'actions sont une compensation utile pour les entreprises en démarrage, et nous ferions en sorte que les employés gagnant jusqu'à 100 000 \$ par an en options d'achat d'actions ne soient pas touchés par aucun plafond.

Nous chargerons également l'ARC de procéder immédiatement à une analyse et de sanctionner plus rigoureusement la fraude fiscale, ou ce que l'OCDE qualifie d'« écart fiscal ». Selon une analyse de 2013 effectuée par le directeur parlementaire du budget, l'envergure de l'écart s'élève à près de 7 pour cent de la dette fiscale totale au Royaume-Uni, et à 14,5 pour cent aux États-Unis. Le gouvernement conservateur de M. Harper a refusé de fournir au DPB les données nécessaires pour entreprendre une analyse similaire au Canada.

Au fur et à mesure que nous réduirons le taux d'imposition des petites entreprises de 11 à 9 pour cent, nous veillerons à ce que le statut de société privée sous contrôle canadien (SPCC) ne soit pas utilisé pour diminuer l'obligation en matière d'impôt sur le revenu personnel pour les personnes à haut revenu. Michael Wolfson, de l'Université d'Ottawa, estime qu'environ 500 millions de dollars par an sont perdus, plus particulièrement dû aux personnes à revenu élevé qui se servent du statut SPCC comme outil de fractionnement du revenu.

2. *Quelles sont vos propositions concrètes afin de rééquilibrer l'apport de chacun dans l'équation fiscale dans le but d'instaurer une fiscalité plus progressive et équitable et de mieux partager la richesse?*

Une classe moyenne forte est le fondement même d'une économie forte. Notre plan offre une aide réelle à la classe moyenne canadienne et à ceux et celles qui travaillent fort pour en faire partie. Tous y gagnent lorsque la classe moyenne a plus d'argent dans ses poches pour épargner, investir et faire croître l'économie.

Un gouvernement libéral donnera plus d'argent aux familles pour les aider à assumer les frais inhérents à l'éducation de leurs enfants. Avec l'Allocation canadienne aux enfants, neuf familles sur dix recevront plus qu'avec le système compliqué de prestations pour enfants de Stephen Harper. Cela signifie qu'une famille type de quatre personnes recevra une aide supplémentaire de 2 500 \$ non imposable, tous les ans. Parce que l'Allocation canadienne aux enfants est non imposable et indexée sur le revenu, elle offre aussi une aide plus généreuse à celles et ceux qui en ont le plus besoin : les familles monoparentales et à faible revenu. Grâce à notre plan, 315 000 enfants pourront sortir de la pauvreté.

Quand la classe moyenne canadienne a plus d'argent dans ses poches pour épargner, investir et faire croître l'économie, nous en profitons tous. Nous baisserons le taux d'imposition de la classe moyenne de 22 % à 20,5 %, soit une réduction de sept pour cent. Les Canadiens dont le revenu imposable se situe entre 44 700 \$ et 89 401 \$ par année verront leur taux d'imposition baisser. Cet allègement fiscal équivaut à jusqu'à 670 \$ par personne par année, ou 1 340 \$ par année pour un ménage à deux revenus. Pour financer cet allègement fiscal, nous demanderons aux Canadiens les plus riches – qui représentent un pour cent de la population – de

Liberal.ca

 @parti\_liberal  /LiberalCA  @liberal\_party



**Liberal Party of Canada**

350 Albert, Suite 920  
Ottawa, Ontario K1P 6M8

**Parti Libéral du Canada**

350 rue Albert, Suite 920  
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

donner un peu plus. Nous instaurerons une nouvelle tranche d'imposition de 33 % pour les personnes qui gagnent plus de 200 000 \$ par an.

Le fractionnement non lié au revenu de pension coûte chaque année 2 milliards de dollars au gouvernement fédéral, alors que seulement quelques-uns en profitent. Cette mesure ne créera pas le moindre emploi. Elle n'offre pas non plus à des jeunes les perspectives dont ils ont besoin pour réussir. Le fractionnement du revenu n'offre aucun avantage aux parents dont les revenus sont semblables, ni aux chefs de famille monoparentale, ni aux Canadiens qui n'ont pas d'enfants. Le fractionnement du revenu n'aide qu'environ 15 % des ménages canadiens. Nous annulerons les allègements fiscaux accordés par Stephen Harper aux plus riches afin de donner plus aux familles canadiennes pour les aider à élever leurs enfants. Par contre, nous ne mettrons pas fin au fractionnement de revenu de pension pour les aînés.

3. *Quelles sont les mesures dont vous envisagez la mise en place afin de lutter efficacement contre la pauvreté et de combattre les inégalités?*

La pauvreté et l'inégalité ne sont pas uniquement des problèmes qui touchent certaines personnes au Canada, ce sont des problèmes qui nous touchent tous. Les Canadiens en situation de pauvreté ont plus de difficulté à rester en bonne santé, à trouver un bon travail et à le garder. Pour le Canada, le coût de la pauvreté, que l'on remarque dans l'augmentation du coût des soins de santé et des demandes d'aide sociale, est immense. Grâce à notre plan, aussitôt les élections en cours terminées, nous aiderons des Canadiens à sortir de la pauvreté. Nous lancerons l'Allocation canadienne aux enfants. Non imposable, indexé sur le revenu et versé chaque mois, cet avantage sera aussi plus généreux envers ceux qui en ont le plus besoin : les familles monoparentales et celles dont le revenu est faible. Cela permettra à 315 000 enfants de sortir de la pauvreté. Nous aiderons des centaines de milliers d'aînés à sortir de la pauvreté en augmentant de dix pour cent le Supplément de revenu garanti pour les aînés à faible revenu vivant seuls. Cela donnera à un million de nos aînés les plus vulnérables – qui sont souvent des femmes – presque 1 000 \$ de plus chaque année. Et dans le cadre de nos nouveaux investissements dans les infrastructures sociales, nous accorderons la priorité aux investissements dans les logements abordables et les résidences pour personnes âgées, ferons construire un plus grand nombre de logements neufs et rénovons les logements existants, accorderons un soutien financier aux municipalités pour conserver les subventions de loyer indexées sur le revenu pour les coopératives d'habitation et accorderons aux collectivités les sommes dont elles ont besoin pour mettre en oeuvre le programme « Logement d'abord », qui aide les Canadiens sans abri à trouver un logement stable.

4. *Quelles mesures concrètes votre parti entend-il mettre en place en vue de lutter efficacement contre la problématique criante et persistante de l'endettement des ménages?*

Comme mentionné auparavant, nous renforcerons la classe moyenne en mettant plus d'argent dans les poches de nos concitoyennes et concitoyens. Nous accomplirons cela en augmentant les impôts du 1 % des personnes les plus riches, et en réduisant ceux de la classe moyenne. Nous aiderons aussi celles et ceux qui travaillent fort pour faire partie de la classe moyenne, en investissant dans les infrastructures sociales essentielles, dont le logement abordable et les garderies, et en procurant plus d'argent aux familles pour les aider à assumer les frais inhérents à l'éducation de leurs enfants. Neuf familles sur dix obtiendront plus grâce à notre Allocation canadienne aux enfants qui permettra à 315 000 enfants de sortir de la pauvreté.

De nombreux parents voient leurs dettes augmenter et leurs économies pour la retraite s'amoinrir alors qu'ils s'efforcent de subvenir aux besoins de leurs enfants adultes, qui reviennent souvent à la maison. Durant chacune des trois années à venir, nous créerons 40 000 emplois de qualité pour les jeunes – dont 5 000 emplois verts – en investissant 300 millions de dollars de plus dans la version renouvelée de la Stratégie

Liberal.ca

 @parti\_liberal  /LiberalCA  @liberal\_party



## Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920  
Ottawa, Ontario K1P 6M8

## Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920  
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

emploi jeunesse. Nous fournirons une aide directe aux étudiants des familles à moyen ou faible revenu pour les aider à payer leurs frais d'éducation et veiller à ce que leur endettement soit gérable. Pour les étudiants à faible revenu, nous augmenterons le plafond de la bourse canadienne pour étudiants qui passera à 3 000 \$ par an pour les étudiants à temps plein et à 1 800 \$ pour les étudiants à temps partiel. De plus, pour aider plus d'étudiants provenant de familles de la classe moyenne à être admissibles aux bourses canadiennes pour étudiants, nous relèverons les seuils de revenu utilisés pour déterminer l'admissibilité, ce qui donnera accès à des bourses plus importantes à davantage d'étudiants canadiens. Cet investissement sera financé par l'annulation des crédits d'impôt pour études et pour manuels scolaires, qui sont mal ciblés. Le crédit d'impôt pour les frais de scolarité sera maintenu.

5. *Votre parti est-il d'avis qu'il est nécessaire de réglementer les institutions financières et d'encadrer les frais qu'elles imposent, afin de rétablir un juste équilibre entre ces entreprises et les consommateurs? ET 6. Quelles mesures pourraient être envisagées par votre parti en vue d'un meilleur contrôle des services financiers et bancaires?*

Un système bancaire robuste doit s'accompagner de mesures fortes de protection des consommateurs qui garantissent l'équité aux Canadiennes et aux Canadiens. Les libéraux reconnaissent que l'accès aux services bancaires de base est primordial. C'est la raison pour laquelle nous avons créé un accès garanti aux comptes bancaires à faible coût. Toutefois, le fait de limiter les frais de GAB ne doit pas se traduire par une diminution de l'accès aux GAB dans les communautés déjà mal desservies, une conséquence imprévue que le gouvernement doit chercher à éviter.

Un gouvernement libéral fera aussi en sorte d'améliorer la littératie financière, plus particulièrement parmi les communautés vulnérables. Nous collaborerons aussi avec tous les paliers de gouvernement pour surveiller étroitement les prêteurs et nous assurer que leurs pratiques sont équitables et transparentes. Les politiques du gouvernement devraient reposer sur des faits; il ne devrait pas inventer des faits pour appuyer sa politique. En l'absence de faits, les gouvernements prennent des décisions arbitraires qui peuvent nuire à la vie quotidienne des Canadiennes et des Canadiens. Un gouvernement libéral rétablira la capacité du gouvernement fédéral de prendre des décisions basées sur des faits.

7. *Votre parti s'engage-t-il à étudier et à mettre en place dans les meilleurs délais des mesures destinées à combattre l'évasion fiscale? Quelles sont les mesures envisagées à ce jour?*

Comme indiqué plus haut, un gouvernement libéral chargera l'ARC de procéder immédiatement à une analyse et de sanctionner plus rigoureusement la fraude fiscale, ou ce que l'OCDE qualifie d'« écart fiscal ». Selon une analyse de 2013 effectuée par le directeur parlementaire du budget, l'envergure de l'écart s'élève à près de 7 pour cent de la dette fiscale totale au Royaume-Uni, et à 14,5 pour cent aux États-Unis. Le gouvernement conservateur de M. Harper a refusé de fournir au DPB les données nécessaires pour entreprendre une analyse similaire au Canada.

Par ailleurs, nous investirons 80 millions de dollars supplémentaires sur quatre ans pour aider l'Agence du revenu du Canada à lutter contre l'évasion fiscale.

8. *Votre parti est-il prêt à s'engager à faire de la lutte à l'évasion fiscale un enjeu prioritaire à chaque occasion utile, notamment lors de rencontres et des négociations internationales?*



## Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920  
Ottawa, Ontario K1P 6M8

## Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920  
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

Nous procéderons à de sérieux changements dans les pratiques de fonctionnement de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Cela consistera, notamment, à mettre davantage l'accent sur la lutte contre l'évasion fiscale internationale.

Nous collaborerons également avec nos partenaires internationaux pour veiller à ce que les particuliers et les entreprises paient les impôts qu'ils sont tenus de payer.

9. *Quelles sont les mesures que compte prendre votre parti pour assurer que Radio Canada soit à nouveau en mesure de remplir intégralement son mandat?*

En tant que pilier de nos industries de la culture et de la création, CBC/RadioCanada est une institution nationale indispensable qui rassemble la population canadienne et défend nos deux langues officielles tout en soutenant notre culture commune. En mettant la hache dans le budget du diffuseur, M. Harper a grandement compromis sa capacité à remplir cet important mandat. Nous protégerons les intérêts de notre diffuseur national – tout comme ceux de la population canadienne entière. En effet, nous annulerons les compressions budgétaires du gouvernement Harper en offrant un financement annuel de 150 millions de dollars à CBC/Radio-Canada, lequel sera fourni en consultation avec le diffuseur et l'industrie culturelle canadienne. Nous reverrons aussi le processus de nomination des membres du conseil d'administration de CBC/Radio-Canada, pour assurer qu'il est indépendant et fondé sur le mérite.

Un gouvernement libéral travaillera aussi avec des spécialistes, ainsi qu'avec des groupes communautaires et de revendication comme le vôtre, pour déterminer la façon dont le gouvernement fédéral devrait aborder la question de la concurrence étrangère dans le secteur des services sans fil et garantir des prix abordables à toutes les Canadiennes et tous les Canadiens.

10. *Selon votre parti, quelles mesures devraient être prises pour assurer à l'ensemble des Canadiens des services de télécommunication abordables? Votre parti envisage-t-il de reconnaître Internet comme étant un service essentiel? Quelles mesures devraient être prises pour garantir son accès?*

Le Parti libéral du Canada est bien conscient du fait, qu'à l'ère numérique, l'accès à une connexion Internet haute vitesse fiable et une bonne couverture du réseau de téléphonie cellulaire sont indispensables afin de donner aux Canadiennes et Canadiens une chance réelle et équitable de réussir, peu importe l'endroit où ils vivent. Nous vivons dans un monde à évolution rapide, mais le gouvernement actuel tire de l'arrière. Il a mis plus de quatre ans à rédiger sa stratégie numérique, et celle-ci est loin de fournir aux régions rurales du Canada une solution de connectivité à large bande complète. Les Conservateurs ont annulé les programmes d'accès rural qui aidaient à combler cet écart, notamment le programme Large bande Canada et les programmes d'accès communautaire. L'accès à un réseau à large bande augmente les débouchés économiques des régions rurales. Les conservateurs n'ont pas investi dans les infrastructures qui auraient pu permettre aux collectivités rurales d'attirer de nouvelles entreprises et d'offrir de nouveaux débouchés économiques, tout en permettant aux Canadiennes et Canadiens vivant en milieu rural de vivre et de prospérer dans leur propre collectivité.

Un gouvernement libéral aidera les municipalités à financer des investissements visant à optimiser l'utilisation de l'information et de la technologie. Nous pouvons – et nous devons – poursuivre des objectifs plus ambitieux. Grâce à nos nouveaux engagements en financement des infrastructures, plus de fonds seront proportionnellement débloqués, au moyen du nouveau Fonds Chantiers Canada, pour d'autres catégories de projets reliés, notamment, à la connectivité et à l'accès à large bande.



**Liberal Party of Canada**

350 Albert, Suite 920  
Ottawa, Ontario K1P 6M8

**Parti Libéral du Canada**

350 rue Albert, Suite 920  
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

11. *Votre parti compte-t-il prendre les mesures nécessaires pour la mise sur pied d'un système canadien d'assurance médicaments entièrement public, soutenu par un financement adéquat?*

Nous faciliterons l'accès aux médicaments d'ordonnance nécessaires. De concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, nous négocierons de meilleurs prix pour les médicaments d'ordonnance et achèterons ces derniers en vrac – ce qui permettra aux gouvernements de payer les médicaments moins cher. Nous appuierons et diffuserons des études et des pratiques exemplaires dans le but de prévenir la prescription excessive et inutile de médicaments d'ordonnance, en particulier aux personnes âgées qui souvent en prennent plusieurs. Nous veillerons à réduire le nombre d'effets indésirables dangereux liés à la prise de médicaments en améliorant les procédures de signalement et en veillant à ce que plus d'études et de suivis soient menés au sujet des effets indésirables signalés. Nous continuerons à approuver les nouveaux médicaments de manière ponctuelle, car non seulement bon nombre d'entre eux améliorent la santé des patients, mais ils permettent aussi de réduire les coûts globaux liés aux soins de santé.

12. *Votre parti reconnaît-il la pertinence et l'importance des groupes de défense des droits des consommateurs canadiens? Le cas échéant, votre parti est-il prêt à s'engager à appuyer concrètement la mission des groupes de défense de droits des consommateurs du pays?*

Les libéraux comprennent le rôle fondamental que jouent les groupes de défense des intérêts et les organisations à but non lucratif à la fois dans l'élaboration des politiques et la prestation de programmes à l'intention des Canadiennes et des Canadiens. Le Parti libéral du Canada s'est engagé à renouveler le partenariat du gouvernement fédéral avec la société civile. Un gouvernement libéral travaillera de concert avec les organisations non gouvernementales, y compris les organismes de défense des droits des consommateurs, afin de trouver des moyens plus efficaces de servir la population canadienne.

13. *Quel type de mesures pourraient être envisagées pour favoriser la représentativité des groupes de consommateurs aux processus consultatifs et décisionnels tenus au pays?*

La technologie évolue rapidement et permet des échanges plus immédiats entre les citoyens et leur gouvernement. Aujourd'hui, des organismes utilisent ces technologies pour impliquer leurs clients et leurs partenaires. Le gouvernement du Canada doit rattraper son retard. Nous ferons appel à l'expérience et aux connaissances des Canadiennes et des Canadiens et nous incorporerons leur apports dans les décisions et les évaluations portant sur les politiques et les programmes existants

14. *Votre parti s'engage-t-il à maintenir le Programme de contributions pour les organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles du Bureau de la consommation d'Industrie Canada et à revoir à la hausse l'enveloppe allouée à ce programme?*

Nous n'avons aucune intention de supprimer ce programme, et nous sommes en faveur des objectifs énoncés visant à encourager de sérieux travaux de recherche et d'analyse pour les consommateurs.

Le Parti libéral du Canada est bien conscient de l'importance que revêtent des indicateurs économiques fiables pour élaborer des politiques économiques judicieuses et offrir aux autres paliers de gouvernement, aux entreprises et à la société civile, les outils dont ils ont besoin pour enrichir la vie de notre pays. Nous donnerons plus d'indépendance à Statistique Canada, tout en lui confiant le mandat de recueillir les données dont ont besoin le secteur privé, les autres paliers de gouvernements, les organismes sans but lucratif et les chercheurs, dans le but d'appuyer la prise de décisions judicieuses. Nous entreprendrons de vastes consultations et collaborerons avec Statistique Canada, dont le mandat aura été renforcé, pour offrir les

**Liberal.ca**

 @parti\_liberal  /LiberalCA  @liberal\_party



## Liberal Party of Canada

350 Albert, Suite 920  
Ottawa, Ontario K1P 6M8

## Parti Libéral du Canada

350 rue Albert, Suite 920  
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

données additionnelles dont ont besoin les commerces, les municipalités, les organismes à but non lucratif et le public. On retrouvera parmi ces données plus de renseignements détaillés sur le marché du travail, le développement des enfants et le capital naturel. Nous rétablirons immédiatement le formulaire long obligatoire du recensement en prévision de 2016.

Un gouvernement libéral rétablira la capacité du gouvernement fédéral de prendre des décisions basées sur des faits. Nous diffuserons des renseignements qui sont essentiels à la prise de décisions judicieuses. Nous consacrerons un pourcentage fixe du financement des programmes à l'application expérimentale de nouvelles solutions aux problèmes existants. Nous désirons inculquer une culture de l'évaluation des résultats, de l'innovation et de l'amélioration continue pour assurer la plus grande qualité des services que le gouvernement offre aux Canadiennes et aux Canadiens. Nous cesserons de financer des projets qui ne sont plus efficaces, et nous investirons dans ceux qui représentent une valeur sûre.

  
Liberal.ca

 @parti\_liberal  /LiberalCA  @liberal\_party